

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 16 au 29 juin 2014 – n°152

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Réforme ferroviaire : les raisons d'une grève massive

Par Marion d'Allard

Au sixième jour de grève à la SNCF, tandis que Manuel Valls exclut tout report de la réforme ferroviaire et presse les cheminots de mettre un terme à leur grève, les syndicats CGT et Sud-Rail ont annoncé le reconduction du mouvement pour mardi, jour de l'examen à l'Assemblée du projet de loi.

Frédéric Cuvillier voulait croire à une « sortie de crise » jeudi soir, à l'issue de sa rencontre avec les syndicats de cheminots. Les maigres engagements pris par le secrétaire d'État aux Transports ne suffisent pas. « Pour la première fois, lors de notre rencontre avec Frédéric Cuvillier, la question du financement du système a été évoquée », relevait, vendredi soir, Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT des cheminots. Mais évoquer n'est pas régler. Pour le reste, le secrétaire d'État a mis sur la table certaines propositions pouvant faire l'objet d'amendements lors du vote du projet de loi que le gouvernement continue de vouloir présenter demain à l'Assemblée nationale. Des propositions « qui comportent de nombreuses failles », résumant la CGT et SUD rail qui ont appelé les cheminots « à poursuivre et à amplifier le mouvement ». « Le gouvernement affirme que les réponses apportées dans ce texte proposé à la signature sont de nature à répondre aux légitimes préoccupations des usagers et des cheminots. (...) il est évident que ce ne sont pas des engagements de Monsieur Cuvillier sur des amendements soumis à une validation éventuelle des parlementaires qui peuvent permettre de mettre un terme à ce conflit », écrivent Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, et Gilbert Garrel, dans une adresse à François Hollande.

Gouvernement et direction de la SNCF ont beau communiquer à l'envi sur une réforme permettant la « réunification » d'un système éclaté depuis 1997 et la création de RFF, en mettant en place deux établissements publics (Épic) chapeautés par un troisième dit « Épic de tête », le projet de loi propose, de fait, de réunifier deux entreprises en en créant trois. « Le gestionnaire du réseau (RFF - NDLR) et le transporteur (SNCF - NDLR) seraient deux entreprises distinctes, avec chacune leur propre conseil d'administration, des contrats distincts avec l'État et une production séparée qui ne permettra pas d'assurer un transport ferroviaire de qualité tout en réalisant les travaux utiles sur les voies », rappelle la CGT. Par ailleurs, le projet de loi n'aborde pas la question du désendettement du système ferroviaire lesté de plus de 40 milliards d'euros de dette en grande partie contractée par l'État lors du développement des lignes à grande vitesse dans les années 1980, se bornant à en « stabiliser » le montant. Une question du financement pourtant primordiale en ce qu'elle conditionne le volet social de cette réforme. En grève reconductible depuis six jours, les cheminots se battent aussi pour ne pas devenir la variable d'ajustement d'un système à l'asphyxie.

## Ceux qui détruisent la gauche

Par Patrick Apel-Muller

**Dans un alignement de caserne, la presse contrôlée par les grands groupes industriels et financiers a repris mot à mot les éléments de langage du pouvoir. « Il faut savoir arrêter une grève ».**

« La gauche peut mourir », a lancé Manuel Valls. Comment ne pas en faire le constat quand, malgré le cri de détresse et de colère de l'électorat de gauche, un président de la République et son premier ministre s'acharnent à en détruire les valeurs, à en brouiller les repères, à la dévitaliser ? Éluës la rose au poing, les deux têtes de l'exécutif en ont arraché les pétales pour finir sur un « pas du tout » destiné aux milieux populaires et sur un « à la folie » susurré au Medef. Pendant que l'hôte de Maignon tentait de faire peur aux élus socialistes qui rechignent afin qu'ils taisent leurs indignations, la droite accourait au secours du gouvernement contre les grévistes ! Xavier Bertrand appelait à la « fermeté » contre une « grève totalement indécente » et des cheminots « jusqu'au-boutistes ». Hervé Mariton, un autre des nombreux prétendants à la présidence de l'UMP, incitait sa formation à avoir « une attitude responsable », à « essayer de faire en sorte que le gouvernement s'en sorte » en laissant « passer ce texte » au Parlement. Comment, en effet, la droite pourrait-elle refuser que sa politique soit appliquée ?

## SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2 **Agenda**

P3 **Reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France**

P4 Le Conseil national du Parti Communiste a exprimé son soutien et sa solidarité avec les cheminots et les intermittents en lutte ; Réforme territoriale : "Une réforme hypocrite et dévastatrice" ; Rencontre avec le PS : le PCF réaffirme la nécessité d'une autre politique gouvernementale

P5 Intermittents : le gouvernement doit refuser l'agrément ; Le PCF organise une rencontre nationale, à l'initiative du collectif culture : les Ateliers du Livre ; Réforme ferroviaire : « la lutte contre le démantèlement du service public est l'affaire de tous » ; Nominations de Jacques Toubon et Laurence Boone : une mauvaise nouvelle pour la France

P6 Exclusif : le menu du dîner de François Hollande et Barack Obama ; USA-BNP : un acte de guerre économique caractérisé ; Provocation de Jean-Marie Le Pen : "pas un nouveau dérapage mais le même visage hideux de la haine" ; à voir sur l'Internet

P7 Grèce : Kostas Peletidi (KKE) élu maire de Patras ; L'unité retrouvée du peuple palestinien ; Pinar Selek: une femme debout ; Égypte : un retour vers le passé?

P8 Palestine: 50ème jour pour les grévistes de la faim et toujours un silence assourdissant!; Huma Dimanche du 12 juin ; François Hollande : cessez de mépriser la lutte du peuple et des syndicats !

P9 Les jeunes communistes d'Ille-et-Vilaine, condamnent avec la plus grande fermeté les agissements de l'extrême droite, par le biais du groupe « Génération identitaire » dans le métro Rennais ; Un an après : rester unis face à la violence, exiger la justice pour Clément et ses proches

P10 Le statut d'étudiant entrepreneur : une farce libérale ! ; Les sénateurs communistes veulent réhabiliter les « fusillés pour l'exemple » de 14-18 ; La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti ! ; Volgograd pourrait redevenir Stalingrad ; pétition en ligne ; Aidons l'Huma !

## Agenda

### Lundi 16 juin 17H30 réunion Collectif Roms

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Dès le 17 juin - Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles : visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échangeons sur nos points de vue et sur nos vies !

### Mardi 17 juin Réunion Conseil départemental PCF

le collectif de transition citoyenne Semnoz accueillera François ROUILLAY le coordinateur national des Incroyables Comestibles qui fera une conférence à 19 heures sur le thème : "Agriculture urbaine, en route vers l'auto-suffisance alimentaire", à Loverchy (3 rue du Travail, Annecy - en face d'Intermarché). En cas de pluie, repli à l'alterlocal.

21h Attac 74 Annecy" et le "Parnal" (Thorens) proposent le film " Au bord du monde", de Claus Drexel.

Mercredi 18 juin 20h Alterlocal Atelier : Fabriquons nos cosmétiques

### Jeudi 19 juin Réunion section Annecy PCF

soirée sur le Grand Marché Transatlantique " Pourquoi y a t-il péril en la demeure?" animée par Pierre Ferrandon qui a concocté un petit diaporama pour informer des méfaits de cet accord s'il aboutissait. Ce sera à l'annexe du foyer du Vernay, 23 avenue Germain Perréard à Cran Gevrier, à partir de 19 heures. Voir pour la mise en bouche l'excellente BD sur le site <http://janinebd.fr/maltraites>

Vendredi 20 juin 19h Sorties, loisirs, vacances : avez-vous pensé à l'éco-mobilité ? Maison pour la Planète 3 rue René Dumont Meythet (à côté de l'aéroport) Vacances à vélo, sorties en montagne sans voiture, autopartage, covoiturage,... PRIORITERRE invite à découvrir différents modes de déplacement et profiter de conseils d'experts et de leurs bons plans. ENTRÉE LIBRE

Samedi 21 juin matin : Promenade botanique dans les forêts du Dard, en compagnie de Laurent Vigouroux, ingénieur retraité des Eaux et Forêts Rapide présentation géologique du terrain - Identification des espèces caractéristiques d'une forêt d'adret - Exemples de gestion forestière. Sortie ouverte à tous, sans difficultés (prévoir de bonnes chaussures).

Nombre de place limité à 15 personnes - Inscription obligatoire à l'Office de Tourisme de Bonneville (04 50 97 38 37).

Sortie sans frais (adhésion à l'UP obligatoire) - Covoiturage

Rendez-vous sur le Parking de l'Agora Bonneville à 8h. (retour vers 11h30/12h)

Dimanche 22 juin 11:00-18:00 Pique-nique citoyen avec de nombreuses animations Les Puisots (en montant au Semnoz) Pour rencontrer les citoyens de la transition, pour mieux se connaître... Amenez tables & chaises pliantes, déjeuner & goûter, que nous partagerons en formule "canadienne"

Nombreuses animations & ateliers gratuits :

11h : séance de Qi Gong

12h : repas "canadien"

après-midi : Danse Sacrée du Cocon (avec rubans)

après-midi : cours de Salsa / Samba

vers 15h30-16h : "Jeu de Pollinisation", avec les Incroyables Comestibles

musique en fonction des instruments que chacun aura amenés

etc.

rajoutez vos propres animations en nous écrivant à

[contact@transitioncitoyennesemnoz.org](mailto:contact@transitioncitoyennesemnoz.org)

Lundi 23 juin 19h Réunion ATTAC Annecy

Mardi 24 juin 20h30 Agora Bonneville : Ciné'UP : Mon âme par toi guérie

Mercredi 25 Juin 20h Alterlocal Projection de "we want sex equality" (film – 113min) Au printemps 1969 en Angleterre, une ouvrière d'une succursale de Ford, sous l'impulsion de son supérieur, et partant d'une simple demande d'augmentation de salaire promise par sa direction depuis longtemps pour elle et ses collègues, va mener un mouvement visant à instaurer l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes...

Jeudi 26 Juin Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 27 au dimanche 29 juin : Fête du Travailleur Alpin

**27•28•29 JUN 2014**

**la FÊTE DU TRAVAILLEUR ALPIN**

**PARC LA POYA FONTAINE**

INFOS : TÉL. 04 76 87 71 28  
[WWW.TRAVAILLEUR-ALPIN.FR](http://WWW.TRAVAILLEUR-ALPIN.FR)

**15€ LES 3 JOURS**  
(MIGNETTE EN PRÉ-VENTE)  
**18€ (SUR PLACE)**  
GRATUIT LE DIMANCHE  
GRATUIT - 14 ANS

**ZEBDA**  
**TAGADA JONES**  
YEBAROV  
SUGAR & TIGER WAMPAS FAMILY  
BSP CREW ELECTRO BALKANS  
LE FOU FOLK • FABIENNE SWIATLY  
COMPAGNIE DU TOTEM (CLOWNS)  
LES DÉCOUVERTES DU TA

ANIMATIONS • DÉBATS • CONCERTS • SPECTACLES  
JEUX • RESTAURANTS • SOLIDARITÉS • CULTURE

LOCATIONS : FNAC, [WWW.FNAC.COM](http://WWW.FNAC.COM) - CARREFOUR, [WWW.CARREFOUR.FR](http://WWW.CARREFOUR.FR) - GÉANT  
MAGASINS U - INTERMARCHÉ - [WWW.FRANCEBILLET.COM](http://WWW.FRANCEBILLET.COM) - 0 892 68 36 22 (0,34€/MN)

Samedi 28 et dimanche 29 juin : A.G. ATTAC74 + stage théâtre

Samedi 28 juin 2014 à 20h CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC CATHERINE WIHTOL DE WENDEN, Directrice de recherche au CNRS, spécialiste des migrations internationales

PEUT-ON IMAGINER UN MONDE SANS MIGRATION ?

Salle Yvette Martinet - 15 rue des Îles à Annecy

Dans un monde où tout circule librement, le droit à la mobilité des êtres humains ne va pas de soi

Conférence organisée par le Secours Catholique, la Pastorale des Migrants, l'ACO et le CCFD-Terre Solidaire

Lundi 30 juin 20H30 conférence débat à la salle Yvette Martinet proposée par le conseil local de développement du bassin annécien "Transition énergétique : une opportunité pour l'économie"?

## **Reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France Conseil national des 14 et 15 juin 2014**

### **Relevé de décisions**

**Pour reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France**, le Conseil national du PCF a appelé à un immense effort politique pour rendre possible, d'ici 2017, l'ouverture d'une perspective de gauche.

Face aux risques d'enlèvement gravissime de notre pays dans la crise et le chômage, face aux menaces qui pèsent sur l'avenir de la France et ses valeurs de solidarité, face aux dangers de réponses de plus en plus rétrogrades, à la montée des peurs et des racismes, **un autre avenir pour la France est possible**, autour d'un projet de solidarité, d'une alternative de transformation sociale, d'une ambition de redressement national dans la solidarité avec les autres peuples d'Europe et du monde.

Les communistes lancent un appel à toutes celles et ceux qui refusent l'impasse et l'injustice de la politique actuellement menée, qui ne veulent ni du retour de la droite, encore moins de l'extrême droite et qui veulent sortir de l'austérité et construire le projet de gauche dont la France a besoin. À toutes et tous, nous disons : « ouvrons le dialogue, le chantier commun de la construction de ce projet et agissons ensemble ». Entrons partout en dialogue, en travail, en action, sous toutes les formes possibles, dans tout le pays, à tous les niveaux pour dire : « voilà la politique de gauche, la politique pour la France que nous voulons. Voilà la politique que nous voulons voir traduite en avancées immédiates et faire gagner en 2017 ».

**Le Conseil national du PCF propose la construction et la mise en mouvement d'un Front large, d'un Front du peuple, unissant forces populaires, sociales et politiques, autour d'un projet qui doit être celui du bien commun et de l'humain d'abord.**

**Le Conseil national convoque une conférence nationale du PCF les 8 et 9 novembre 2014** pour faire un point d'étape des campagnes d'actions politiques, poursuivre le travail de projet, de rassemblement et prendre de nouvelles initiatives. Tout ceci en favorisant l'écoute et la participation des adhérents.

### **Comment construire ce chemin ?**

Quatre propositions :

**1. Intensifier sans attendre notre activité dans les luttes** pour placer les exigences portées par tous les acteurs-trices concerné-e-s au cœur du débat sur le projet que nous voulons porter pour la France : SNCF, intermittents, Alstom, débat budgétaire sur le plan Valls, réforme territoriale dont la bataille pour obtenir un référendum national sur ce projet,...

**2. Une campagne politique dans la durée sur cinq axes de transformation** sociale, pour reprendre l'offensive politique et idéologique :

- Libérer l'économie et le travail, les services publics, la société des coûts du capital avec de nouveaux financements et de nouveaux pouvoirs.

- Contre l'insécurité sociale et la société de concurrence, donner la priorité à l'humain et au bien commun.

- Reconquérir notre industrie pour la mettre au service de l'emploi, d'un nouveau modèle productif, d'une transition écologique et de progrès social. La convention nationale sur l'Industrie se tiendra les 10 et 11 octobre prochains.

- Construire une nouvelle démocratie, fondée sur le pouvoir des salariés et des citoyen-ne-s.

- Amplifier notre bataille pour la refondation de l'Union européenne.

### **3. Intensifier notre travail de projet en le mettant au centre de toute notre activité avec la société**

- Lors de la matinée du dimanche 9 novembre de la conférence nationale : une dizaine d'ateliers sur le projet ouverts à tous les communistes qui le souhaitent et à tous ceux et celles qui travaillent dans nos réseaux.

- Courant 2015, une série d'initiatives publiques du PCF dans le pays, sur le thème « Quel projet pour la France ? Les communistes à votre rencontre » avec la participation du secrétaire national, pour des débats et des échanges avec la société.

- Poursuite du travail de conventions thématiques.

- La tenue d'une convention nationale du projet à la veille du prochain congrès national.

### **4. Déployer avec une audace nouvelle le travail de rassemblement et de construction politique**

- Jusqu'à la conférence nationale de novembre, prendre des initiatives afin de redonner la parole aux citoyen-ne-s pour refonder la politique et la gauche.

- Initier dans tout le pays, sous toutes les formes possibles, un processus de large rassemblement jusqu'à l'été 2015 pour un nouveau projet de gauche pour la France avec de grandes étapes nationales à construire et qui s'enracine dès maintenant dans des initiatives locales démultipliées. Nous voulons remettre en mouvement, au travail, et en action toutes les forces qui veulent reconstruire une autre voie que la fuite en avant dans l'austérité.

- Organisation en France à l'initiative du PGE d'un forum européen des alternatives au printemps 2015.

- Travailler à faire du Front de gauche un animateur crucial de la construction de ce front large. Nous voulons le relancer en procédant aux changements nécessaires. Pour cela, poursuivre le travail d'évaluation engagé pour déboucher sur une relance appropriée du Front de gauche. Nous proposons, début septembre, une grande réunion d'un Conseil national élargi du Front de gauche pour engager une vraie dynamique.

- La Fête de l'Humanité sera la première grande échéance de convergence des luttes, des campagnes politiques, du travail de projet et de rassemblement pour un Front large du peuple et de la gauche.

- Travailler au renforcement du PCF, notamment dans les entreprises et les services, avec un effort particulier sur la formation, l'éducation populaire et l'accueil des nouveaux adhérents ainsi qu'à la valorisation de nos initiatives de solidarité concrète (journée à la mer, vente de fruits et légumes...)

Paris, le 15 juin 2014

**Le Conseil national du Parti Communiste a aussi exprimé son soutien et sa solidarité avec les cheminots et les intermittents en lutte.**

### **Motion de soutien aux intermittents du spectacle**

Le Conseil national du PCF, réuni le 15 juin, apporte tout son soutien au mouvement des intermittents et notamment aux rassemblements prévus ce lundi en régions et à Paris à 14h30 au Palais Royal à l'occasion de la réunion du Conseil national des professions du spectacle.

Le gouvernement doit entendre la colère du monde de la culture, tant en ce qui concerne la baisse des budgets que la réforme du régime des intermittents.

Cette réforme, négociée de manière déloyale, est illégitime. Elle ferait peser durant trois ans 2 milliards d'économie sur le dos des chômeurs, entraînerait une baisse de 10 % de leurs allocations et exclurait des milliers d'entre eux du régime spécifique.

Le ministre du Travail ne doit pas agréer la convention Unedic. Le gouvernement doit peser de tout son poids pour forcer le Medef à reprendre les négociations.

Le Conseil national du PCF appelle à participer aux manifestations prévues et à apporter tous soutiens aux diverses mobilisations.

Conseil national du PCF, le 15 juin 2014.

### **Motion de soutien au mouvement des cheminots**

Le Conseil national du PCF réuni, les 14 et 15 juin 2014, à Paris, apporte sa totale solidarité aux cheminots engagés depuis plusieurs jours dans un conflit social de haut niveau.

Il appelle le gouvernement à reprendre le dialogue et à créer les conditions d'une fin de la grève en reportant l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la réforme du système ferroviaire.

A cet égard, les dernières déclarations émanant de l'Exécutif ne font qu'attiser inutilement les tensions et éloigner une issue rapide et positive au mouvement.

Le Conseil national du PCF s'associe aux cheminots dans le dénonciation du projet de réforme ferroviaire qui, sous couvert d'une fausse réunification, organise en réalité le découpage en plusieurs morceaux de la SNCF, préparant les conditions d'une potentielle privatisation du service public ferroviaire. Le projet gouvernemental ne règle en rien la lourde dette qui pèse sur le système ferroviaire, si ce n'est d'envisager sa stabilité par de nouvelles suppressions d'emplois, la réduction de l'offre et l'augmentation des tarifs pour les usagers.

Le Conseil national du PCF appelle ses élus et ses militants à amplifier le mouvement de solidarité envers les cheminots. A cet effet, Pierre Laurent, pour le PCF, et Didier Le Reste pour le Front des luttes du Front de gauche se rendront à la Gare de Lyon, aujourd'hui à 13 heures 30, pour rencontrer les cheminots mobilisés et leur exprimer leur solidarité.

Parti Communiste Français Paris, le 15 juin 2014

**Réforme territoriale : "Une réforme hypocrite et dévastatrice"**

Le Président de la République n'aura donc rien changé à ses objectifs initiaux, comme d'habitude. Et la méthode qu'il dévoile ce matin pour la réforme territoriale se situe dans le registre du cirque! C'est l'un des symptômes de la crise démocratique profonde que nous traversons et dont les deux dernières élections ont à nouveau montré la gravité. Aucune leçon n'est tirée.

A l'endroit où il faudrait rechercher un nouvel élan démocratique, sa réforme territoriale n'affiche pas d'autre ambition que l'austérité accrue pour les budgets publics et l'accroissement de la compétition entre territoires, conformément aux injonctions européennes. Cela se fait au prix d'une aggravation de l'autoritarisme inhérent à la Vème République et de la mise en place de pouvoirs de plus en plus technocratiques abrités de la souveraineté populaire.

Si la démarche présentée est si acrobatique, c'est pour éviter une validation démocratique aux résultats incertains. Ainsi, on redécouperait les régions au gré des vents avant même que de définir les missions des collectivités. Tout serait imposé sans s'appuyer sur le bilan de l'action menée dans les diverses collectivités et sur la créativité qui a fait la force de la décentralisation.

Nous n'acceptons pas le double-langage qui consiste à décréter que les communes sont "une petite République dans la grande" tout en augurant leur démantèlement. Le fait de plonger les départements en respiration artificielle relève de la même démarche de duplicité. Au final le projet est complètement contraire au renouveau de la République, à l'égalité entre territoires, à l'égalité en droits de toutes et tous. Enfin, présenter en soi la suppression d'élus du peuple comme un progrès démocratique et une illusoire source d'économies substantielles ravira la droite et l'extrême droite quoiqu'elles en disent : c'est leur inépuisable fonds de commerce.

La République a besoin d'un sérieux coup de jeune - de passer la 6ème - or il s'agit là d'un acte de destruction qui conduit à une nouvelle concentration des pouvoirs. Une fois de plus, il s'agit de répondre au mieux aux exigences grandissantes des forces patronales et de la finance dont l'emprise s'accroît au fur et à mesure. Les hommes et les femmes de notre pays et de notre continent ont chaque jour qui passe le sentiment accru que le pouvoir est ailleurs, qu'il s'exerce sans eux, qu'ils évoluent dans une démocratie d'apparence. Aucune modification des règles de la démocratie ne peut se faire sans démocratie.

Nous exigeons des référendums pour chaque modification et, c'est essentiel, un grand débat, animé par une Constituante, pour refaire de la République notre bien commun et redonner à l'action publique toute l'efficacité que peut revêtir le pouvoir quand il est réellement exercé par le peuple.

Pierre Dharréville, responsable de la commission République, démocratie et institutions au PCF

**Rencontre avec le PS : le PCF réaffirme la nécessité d'une autre politique gouvernementale**

Une délégation du PCF conduite par Pierre Laurent a rencontré ce mercredi 11 juin le Parti socialiste et son nouveau premier secrétaire, Jean Claude Cambadélis, au siège du PS rue de Solferino.

La délégation du PCF a fait part des trois très graves inquiétudes que font peser les choix gouvernementaux sur la situation politique et sociale du pays et constaté les désaccords existants entre les deux formations.

Elle a réaffirmé que les dangers grandissants liés à la profonde fracture démocratique dans le pays et à la montée du Front national ne pouvaient être combattus sans la mise en œuvre d'une autre politique s'attaquant aux coûts du capital, aux inégalités sociales et à l'hémorragie industrielle. Elle a indiqué que des ruptures immédiates étaient nécessaires, citant notamment la suspension de l'accord sur l'indemnisation du chômage des intermittents, l'abandon de la réforme territoriale, la réponse aux revendications des cheminots en lutte et la réorientation du collectif budgétaire rectificatif vers la justice fiscale.

## **Intermittents : le gouvernement doit refuser l'agrément**

Parce que nous pensons qu'il ne peut y avoir de politique de gauche sans une grande ambition pour l'art et la culture, le Parti Communiste s'associe aux nombreux appels qu'ont adressés les organisations professionnelles, les élus et les acteurs culturels au Ministre de la culture, au Ministre de l'emploi et au Premier Ministre.

Il est demandé à ces derniers de ne pas ratifier l'accord sur l'assurance chômage du 22 mars dernier. En dépit de l'opposition des deux syndicats majoritaires (CGT-CGC), cet accord devrait entrer en application dès le 1er juillet prochain.

Il s'agit d'un véritable déni de démocratie sous la pression du patronat et d'un passage en force que nous condamnons avec la plus grande vigueur. Le PCF renouvelle sa solidarité avec les intermittents en lutte dont il soutiendra toutes les actions qu'ils jugeront utiles de mener durant l'été.

Pourtant, comme le rappelle plus d'une soixantaine de signataires dans une lettre adressée au Premier ministre, une alternative existe !

Des propositions précises pour une réforme équitable et durable ont été formulées, après un long travail entre les organisations professionnelles et le comité de suivi parlementaire auquel participe Pierre Laurent. Elles demeurent ignorées par le patronat et les signataires de l'accord du 22 mars, alors même que chacun sait que si le gouvernement l'agréait, cet accord pénaliserait très lourdement les salariés les plus précaires et les structures les plus fragiles.

Le gouvernement serait bien inspiré d'entendre les protestations non seulement des professionnels de la culture mais également des centaines de parlementaires et d'élus locaux qui défendent le développement et l'aménagement culturel de leurs territoires. Les artistes, techniciens et professionnels du spectacle ne demandent pas l'aumône, mais la reconnaissance par la nation du rôle essentiel qu'ils jouent dans la vie économique, sociale et culturelle de notre pays

## **Le PCF organise une rencontre nationale, à l'initiative du collectif culture : les Ateliers du Livre**

Lundi 16 juin 2014, de 14h 30 à 19 heures // 2, place du Colonel Fabien, 75019 Paris

Programme

Accueil à partir de 14h

Pour une nouvelle bataille du livre

avec la participation : de Marie-George Buffet, Députée, vice-présidente de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; Alain Hayot, sociologue, délégué national à la culture du PCF ; Jean-Yves Mollier, professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, directeur de l'école doctorale Culture, régulations, Institutions, territoires

Modératrice : Marie-Pierre Boursier, coordinatrice du Collectif culture du PCF

À partir de 16h

Trois ateliers

Auteurs, traducteurs, éditeurs, droits d'auteur

Lecture publique, bibliothèques

Distribution, diffusion du livre, soutien aux librairies indépendantes.

18h40

Perspectives d'action par Nicolas Devers Dreyfus responsable du groupe livre

Auteur(e)s, éditeurs, bibliothécaires, libraires, élus et militants concernés y sont largement conviés

## **Réforme ferroviaire : « la lutte contre le démantèlement du service public est l'affaire de tous »**

Une large mouvement de grève s'annonce à la SNCF. Le PCF apporte tout son soutien aux revendications portées par les cheminots mobilisés pour le retrait de la réforme ferroviaire qui sera présentée à l'Assemblée le 17 juin prochain.

Ce texte, qui prétend réunifier RFF et SNCF afin de réduire les coûts d'une structure en doublon, prépare en réalité l'élargissement de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire exigée par l'Union Européenne. Le gouvernement entend en effet créer une société unique en façade, mais trois entités dans les faits, pour renforcer la séparation entre gestion des infrastructures et exploitation du réseau.

Le scénario est écrit à l'avance. L'exploitation des voies, éminemment rentable, sera captée par le marché privé tandis que les infrastructures seront laissées à la seule responsabilité du secteur public, qui se retrouvera seul à rembourser la dette de 44 milliards d'euros qui devait financer un réseau ferré public et de qualité. Avec le libéralisme, c'est toujours la même rengaine : privatisation des profits et nationalisation des pertes.

Le PCF condamne fermement cette prise en otage du bien collectif et de l'investissement public par la concurrence privée, et s'associe aux propositions formulées par les syndicats en grève. Il demande une réunification réelle de la SNCF et de RFF au sein d'un organisme public possédant le monopole du chemin de fer et de son exploitation. C'est seulement à cette condition que sera garanti un service public juste et efficace.

Le ferroviaire ne peut être laissé aux mains de la concurrence et du marché. C'est un enjeu stratégique national, une garantie fondamentale de la souveraineté de la France et de l'égalité des territoires.

Par ailleurs, le PCF soutient la proposition faite par la CGT de confier à une structure de défaisance la dette du système ferroviaire. Il est inacceptable que celle-ci pèse sur les conditions de travail et de vie des travailleurs du rail, ou sur les investissements en rénovation et modernisation du matériel et du réseau.

La lutte contre le démantèlement du service public, est l'affaire de tous les Français. Le PCF appelle le gouvernement à refuser de s'engager dans le sillon des politiques d'ouverture à la concurrence, dont les effets plus que néfastes ne sont plus à prouver.

## **Nominations de Jacques Toubon et Laurence Boone : une mauvaise nouvelle pour la France**

Vous vous demandiez quel type de CV il convenait de présenter pour intégrer le cabinet de François Hollande, ou être nommé à la tête d'une grande institution de la République? La réponse est désormais claire : il faut ne pas avoir la moindre trace d'un quelconque enracinement à gauche, voire même être engagé à droite, et être un libéral férocement convaincu.

Jacques Toubon, ancien ministre RPR, ayant voté contre l'abolition de la peine de mort, contre la dépénalisation de l'homosexualité et s'étant illustré à maintes reprises par son mépris pour l'indépendance de la Justice, vient d'être nommé défenseur des droits par le Président de la République.

Dans ce mercato présidentiel qui ne renforce que l'aile droite, on ne sera malheureusement pas étonné de voir le Président épaulé dans sa prétendue lutte contre la finance, son ennemie proclamée le temps d'une campagne, par l'ultralibérale Laurence Boone, ancienne économiste chez Barclays Capital, devenue conseillère économique à l'Élysée, et adepte de « l'adaptation des salaires et des heures de travail à la conjoncture ».

Ces nominations sont une mauvaise nouvelle pour la France : elles constituent une nouvelle provocation pour toutes celles et ceux qui ne veulent pas laisser notre pays glisser vers le pire.

## Exclusif : le menu du dîner de François Hollande et

Barack Obama

Par Olivier Dartigolles, le 05 juin 2014

Le PCF s'est procuré en exclusivité le contenu alléchant du menu gastronomique que dégusteront ce soir François Hollande et Barack Obama. En voici le détail :

### Hors-d'œuvre

Feuilleté Transatlantique

Spécialité bruxelloise très appréciée à New-York, où elle est connue sous le nom de TAFTA. Elle se déguste sur le pouce dans le quartier de Wall-Street. La recette de sa préparation est un secret jalousement gardé, et seulement connue de quelques consultants de firmes internationales.

—

### Plat de résistance

Opposant politique à l'étouffée.

Viande de caractère que l'on fait mijoter à grand feu dans l'intention de la cuisiner et de l'assaisonner copieusement. Recette inaugurée par Julian Assange en 2012 à la cantine de l'ambassade équatorienne à Londres et récemment revisitée par Edward Snowden.

—

### Dessert

BNP-Paris-Brest

Lourde entorse au régime du Président français, avec près de 10 milliards de calories, c'est un mets qui s'avère très indigeste. Sa recette varie du tout au tout selon qu'on la réalise en France ou aux États-Unis. Idéal pour repaître les groupes bancaires américains à l'appétit insatiable.

—

### Digestif

Rhum de Guantanamo

Ses saveurs amères peuvent laisser un arrière-goût de promesses non-tenues dans la gorge. Idéal pour finir le dîner sur une note républicaine et une évocation des Droits de l'Homme.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

A lire

**L'Humanifeste  
du PCF** "Il est  
grand temps de rallumer  
les étoiles"

**Économie &  
Politique**

Dossier coût du  
capital



## USA-BNP : un acte de guerre économique caractérisé

Après avoir lourdement contribué, comme les autres banques européennes, à la crise financière et aux dégâts politiques et sociaux qui en ont résulté, BNP Paribas est aujourd'hui dans le collimateur des autorités étasuniennes. La multinationale bancaire française est menacée d'une amende pouvant atteindre 10 milliards de dollars et d'une interdiction, permanente ou temporaire, de gérer des opérations en dollars.

C'est là, de la part des États-Unis, un acte de guerre économique caractérisé. Pour détruire tout ce qui pourrait faire concurrence aux mastodontes financiers de Wall Street, Washington utilise tous les moyens à sa disposition, en commençant par son hégémonie monétaire qui fait du dollar une monnaie commune mondiale de fait. Et qu'importe, aux yeux des dirigeants étasuniens, si la déstabilisation d'un des principaux établissements financiers d'Europe met en péril l'équilibre de tout le système financier du Vieux continent, avec des conséquences potentiellement dévastatrices pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Les leçons de la crise financière de 2007-2008, de la « grande récession » qui l'a suivie et de la crise de l'euro ne sont manifestement pas tirées, ni d'un côté de l'Atlantique, ni de l'autre.

Il est urgent que les peuples imposent une alternative à cette logique de guerre économique qui conduit le monde à la catastrophe.

BNP Paribas et les banques européennes doivent cesser d'alimenter le cancer financier. Il est temps qu'elles mettent le crédit au service de la sécurisation de l'emploi, de la formation, du développement des services publics et de la préservation des ressources naturelles. Les mobilisations populaires peuvent les y contraindre en s'appuyant sur de nouveaux moyens d'intervention des travailleurs et des citoyens : une transparence sur l'activité des banques dans les entreprises et les bassins d'emplois, des fonds régionaux et nationaux pour l'emploi et la formation, un pôle financier public, une nouvelle sélectivité de la politique monétaire, au service de l'emploi et de la création de richesses dans les territoires.

Il est temps de mettre fin à l'hégémonie du dollar. La création d'un nouvel instrument de réserve international est à l'ordre du jour du G20, avec le soutien de la Chine et des pays émergents. Comme le proposent le Parti Communiste et le Front de gauche, il pourrait prendre la forme d'une monnaie commune mondiale développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI. Elle servirait à financer de façon sélective, à des taux d'intérêt très bas, les investissements nécessaires au développement de tous les habitants de la planète, au lieu d'entretenir la croissance malsaine des activités financières. La France, l'Union européenne doivent agir dans ce sens au lieu de servir de suppléants à la domination étasunienne dans le monde. La refondation de l'Europe au service des peuples passe aussi par là.

## Provocation de Jean-Marie Le Pen : "pas un nouveau dérapage mais le même visage hideux de la haine"

Les républicains doivent s'attacher à débusquer le Front national, à déconstruire son discours et à le démythifier. La nouvelle abomination de Jean-Marie Le Pen réaffirme le fond raciste et antisémite de ce parti d'extrême droite. Il ne s'agit pas de nouveau dérapage mais bel et bien du même visage hideux de la haine sous le masque d'une pseudo respectabilité. La justice doit être saisie.

La République doit être forte et ne pas se laisser glisser vers le pire. La gauche doit en urgence se relever et redonner de belles couleurs à la Liberté, à l'Égalité et à la Fraternité.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

## A voir sur l'internet

Pierre Laurent PCF au 12 13 Dimanche de France3 15-06-2014 :

<http://youtu.be/9LFImDQab4M>

Intervention au rassemblement des intermittents cet après midi

<http://youtu.be/gk8dHdYcF4M>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



## Grèce : Kostas Peletidi (KKE) élu maire de Patras

Patras, quatrième ville du pays, sera administrée par Kostas Peletidi et le Parti Communiste de Grèce (KKE) - article et traduction Nico Maury

Patras est située en Achaïe au nord de la péninsule du Péloponnèse. Avec 168.034 habitants, c'est la quatrième ville du pays (après Athènes, Le Pirée, et Thessalonique) et aussi la plus peuplée de la péninsule. Elle est le chef-lieu du district régional d'Achaïe, elle est également la capitale la périphérie de Grèce-Occidentale.

Ville ouvrière et industrielle

Patras est aussi le principal port de voyageurs sur le golfe de Patras à destination des îles Ioniennes (Zante, Céphalonie, Corfou, Ithaque) et de l'Italie. Ville industrielle, elle est également l'une des villes les plus pauvres de Grèce.

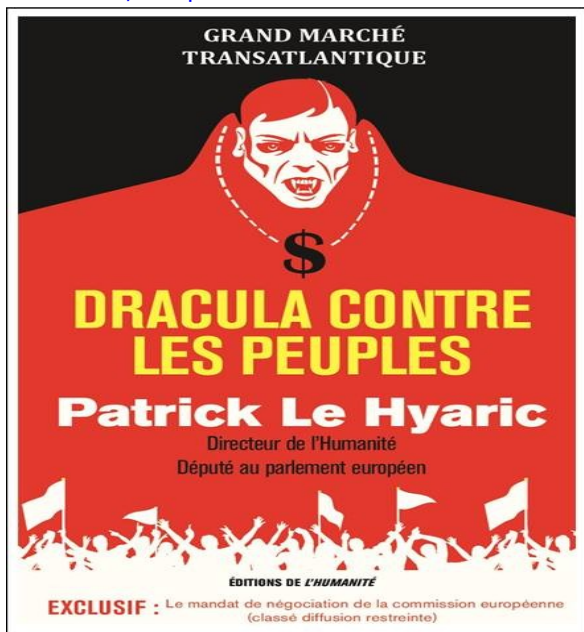
Le Parti Communiste de Grèce (KKE) et du Rassemblement Démocratique, Kostas Peletidi, était arrivé en tête des élections municipales au premier tour, il avait rassemblé 25,06% des voix (24.880 suffrages) face à la droite (ND) qui recueillait 23,94% des voix. SYRIZA arrivait troisième avec 15,41%.

63,56% pour le Parti communiste (KKE)

Le score est sans appel, Kostas Peletidi remporte une victoire magistrale contre le candidat de la droite (ND). Avec 63,56%, le KKE décroche 29 élus municipaux, la ND (36,44%) aura 7 élus. SYRIZA aura 4 élus. C'est une victoire historique pour le Parti Communiste et ses responsables locaux du parti, mais aussi pour la gauche qui après 33 ans d'absence gagne de nouveau la municipalité de Patras.

## A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



## L'unité retrouvée du peuple palestinien

Le Parti Communiste Français salue l'unité retrouvée du peuple palestinien. Le gouvernement d'union nationale formé le 2 juin devra assumer une lourde tâche : défendre les droits nationaux du peuple palestinien de Cisjordanie et de Gaza. Seul le respect de ces droits énoncés par les instances internationales (l'ONU, la Convention de Genève, la Cour internationale de Justice) peut garantir la sécurité et une paix durable entre deux états, celui d'Israël et celui de Palestine.

Le PCF demande à l'Union européenne et particulièrement à la France de soutenir ce nouveau gouvernement et faire admettre la Palestine comme 194e État de l'ONU avec des frontières sûres et reconnues et avec Jérusalem-Est comme capitale.

## "Pinar Selek: une femme debout" (Laurence Cohen)



Nous nous réjouissons de l'annulation du jugement, par la 9ème cour de cassation d'Ankara, à l'encontre de Pinar Selek.

C'est un premier pas qui témoigne de l'efficacité de la lutte de cette militante des droits des femmes ainsi que de la mobilisation et de la solidarité de ses multiples soutiens.

Sociologue, écrivaine, elle était accusée d'être l'auteure d'un attentat qu'elle n'a pas commis. Comme le prouvent plusieurs expertises, démontrant qu'il s'agissait d'une explosion due aux fuites de gaz.

Pourtant, depuis 15 ans, Pinar Selek continue d'être au cœur d'une controverse des plus injustes. Il est grand temps d'arrêter toute procédure à son égard.

Pinar Selek doit être libre, lavée de tout soupçon et vivre en toute sérénité.

La Turquie se déclare acquise au respect des droits de l'homme, qu'elle le prouve, en cessant toute procédure et en acquittant Pinar Selek de manière définitive.

Les communistes tiennent à lui témoigner une nouvelle fois de leur soutien et appellent les progressistes à rester vigilants.

## Égypte : un retour vers le passé?

Après l'élection, taillée sur mesure, d'Abdel Fatah al-Sissi, devenu Président de la République égyptienne avec 96 % des voix et 25 millions de votants sur 45 espérés, l'Égypte rentre dans une nouvelle phase de son histoire politique.

Trois ans après une révolution populaire, qui portait les exigences de pain, de liberté et de dignité, une répression brutale à l'encontre des islamistes au pouvoir déchu et discrédités, la mise à l'écart des forces progressistes et l'interdiction de plusieurs d'entre elles, l'armée égyptienne reprend la main, dans le plus grand des pays arabes.

Un nouveau pouvoir autoritaire et libéral se met en place qui ressemble fortement au précédent de Moubarak.

Les alliés traditionnels s'en sont félicités. Les États-Unis, d'abord, ont aussitôt exprimé « leur impatience de travailler avec le nouveau gouvernement ». L'Arabie Saoudite continue d'apporter son soutien politique et financier indéfectible.

La France elle-même qui, après avoir souhaité à l'ancien chef des armées « plein succès dans sa haute mission » signe un accord de livraison de navires de guerre pour 1 milliard d'euros. Oubliée l'accusation de coup d'État militaire de juillet 2013.

Mais qu'en sera-t-il du peuple égyptien confronté depuis des mois à une crise sociale profonde, à la répression syndicale, à la criminalisation de tout mouvement revendicatif ? Qu'en sera-t-il des centaines de condamnés à mort, des 15000 arrestations de militants pro-Morsi et de la répression à l'égard des mouvements de la jeunesse progressiste et laïque ?

Quelle sera la politique du nouveau pouvoir égyptien à l'égard des Palestiniens qui viennent de retrouver leur unité ?

Le Parti Communiste Français continuera d'apporter son soutien et sa solidarité aux forces démocratiques égyptiennes, à ses militants emprisonnés dont il demande la libération. Il renouvelle sa demande auprès du gouvernement français de mettre un terme aux procédures d'expulsion de jeunes militants progressistes égyptiens.

**"Palestine: 50eme jour pour les grévistes de la faim et toujours un silence assourdissant!" le 11 juin 2014**

Alors que la campagne internationale de libération de Marwan Barghout et de tous les prisonniers politiques se développe, alors que ce samedi plusieurs milliers de Palestiniens manifestaient à Ramallah il est plus que temps que la France agisse résolument pour que s'exerce une véritable pression internationale sur Israël.

Une délégation d'une soixantaine d'élus et militant-e-s français comprenant plusieurs responsables du PCF et conduite par Patrick Le Hyaric avait rencontré samedi 31 mai à Ramallah les familles des 200 Palestiniens, parmi lesquels 9 parlementaires, retenus en détention administrative tout à fait illégalement par Israël.

Après avoir épuisé toutes les voies de recours et devant le refus absolu de les entendre de la part des autorités israéliennes, les prisonniers sont entrés, il y a 50 jours, en grève de la faim pour alerter l'opinion internationale sur leurs conditions d'arrestation et d'emprisonnement. 100 d'entre eux sont à présent hospitalisés, leurs jours sont en danger.

L'Union européenne a publiquement condamné la détention administrative pratiquée par le gouvernement israélien mais fort de son sentiment d'impunité, ce dernier continue de violer les droits humains et les libertés au mépris des conventions et résolutions internationales ; au mépris également, des termes de l'accord d'association Israël - UE, en particulier son article 2.

Cela ne peut plus durer ; et qu'il s'agisse de la rétention administrative ou de la colonisation, elle aussi illégale, laisser faire c'est se rendre complice.

L'UE doit suspendre sine die l'accord d'association et sa coopération avec Israël tant que son gouvernement foulera aux pieds les droits de l'homme et la légalité internationale. Le chemin de la paix est à ce prix.

**François Hollande : cessez de mépriser la lutte du peuple et des syndicats !**

Quand les cheminots se battent c'est l'avenir de notre pays qu'ils défendent !

Emmenés par leurs syndicats, les salariés de la SNCF sont engagés dans un conflit social très dur. Organisés, ils luttent contre un projet de loi gouvernemental qui reprend les dispositions d'une directive européenne.

De quoi s'agit-il ?

Le gouvernement français veut réformer le système afin de préparer le passage total à la concurrence réclamé par l'Union européenne et le quatrième paquet ferroviaire (accepté par le PS et l'UMP). Pour ce faire il continue dans la voie de la libéralisation et de la casse du service public.

L'argument massue ? La dette de la SNCF qui s'élèverait à plus de 40 milliards d'euros.

Les syndicats, la CGT en tête, ne nient pas une telle situation mais ils proposent, pour régler la situation de trouver de nouveaux moyens de financements plutôt que de pressurer les salariés.

La situation de la SNCF aujourd'hui est le résultat de 15 ans de mise en concurrence. En France comme dans toute l'Union européenne on nous promettait avec la libéralisation et la séparation entre chemins de fers et exploitation du réseau un avenir radieux. Résultat : les retards et les accidents se multiplient du fait d'une mauvaise maintenance suite aux baisses de moyen, le tonnage du fret ferroviaire décroît, les prix des billets augmentent, les gâchis financiers se multiplient : un exemple on interdit aux conducteur de fret de conduire des trains de voyageurs ! Les premiers à payer les logiques de mise en concurrence ce seront : les usagers et les salariés !

Dans ce contexte la grève actuelle défend la mise en place d'un véritable service public ferroviaire au service du développement du pays et de nos populations. Les cheminots conscients de leurs responsabilités proposent de résorber la dette et d'unifier véritablement les différents acteurs des chemins de fer pour un grand groupe public, cohérent desservant aussi bien les grandes lignes que celles de proximité.

Le MJCF tient à condamner fermement les propos de MM. Hamon et Hollande qui opposent les salariés en lutte et les lycéens arguant du fait que le mouvement en cour empêchera certain jeunes de passer le BAC. **Ils croient donc que les conditions actuelles sont optimales ? Que fermer des classes et des lycées permet notre réussite ?** S'il faut parler du BAC, alors parlons des véritables problèmes. Le président de la République souhaite que la grève s'arrête ? Elle ne s'arrêtera que lorsque les revendications des travailleurs seront satisfaites ! **Cette situation découle également de la casse de la carte scolaire et du regroupement régional forcé de lycéens dans de grands ensembles scolaires au mépris de la proximité et du bien-être des lycéens !**

D'autres essayent également d'opposer les grévistes aux autres salariés : l'objet serait la défense d'un statut soi-disant privilégié. Nous le répétons une fois de plus avec force : **les privilégiés ne sont pas les cheminots, ce sont les grands patrons, les très riches qui, eux, ne font pas tourner notre économie !**

Messieurs Hollande, Hamon, Pépy, combien de Brétigny sur Orge vous faudra-t-il pour voir les méfaits de la privatisation rampante de la SNCF ? Combien de retards vous faudra-t-il subir pour observer le manque d'investissement public sur nos rails ? Combien de hausses du prix du ticket vous faudra-t-il pour voir que ça ne tourne pas rond à la SNCF ?

**Solidarité totale, pleine et entière avec les cheminots** qui luttent pour nos conditions de transport, pour que nous ayons des services publics ferroviaires sûrs, efficaces, pour que les salariés de la SNCF conservent des conditions de travail décentes !





**Les jeunes communistes d'Ille-et-Vilaine, condamnent avec la plus grande fermeté les agissements de l'extrême droite, par le biais du groupe « Génération identitaire» hier soir dans le métro Rennais**

**Un an après : rester unis face à la violence, exiger la justice pour Clément et ses proches** le 5 juin 2014

En effet, comme certains usagers ont pu le constater, Jeudi 12 Juin au soir, des personnes, membres de ce groupuscule d'extrême droite, se sont permis d'agir au nom de prétendu « services citoyens », en dehors des cadres républicains, en se substituant au services existants, en répandant un climat de peur et d'intimidation, telle une milice lors des heures les plus sombres de notre histoire..

Comme d'habitude, les relais médiatiques n'ont pas manqué pour leur faire de la publicité et pour banaliser leurs actes.

Leur but ? Sécuriser le métro. Sécuriser ? De qui ? De quoi ? Pour se faire une idée, une visite sur leur site suffit : « Nous avons cessé de croire que Kader pouvait être notre frère », « Nous sommes la génération de la fracture ethnique ».

Lorsque l'on sait qu'en février 2011, par exemple, certains ont déjà manifesté devant la grille de la plate-forme Carrefour de Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), pour protester contre la vente de produits halal dans les rayons de ce groupe de distribution. Puis qu'ils avaient dans la foulée, dans un supermarché rennais, vidé un rayon halal de ses produits avant de le remplacer par du vin et de la viande de porc, on se fait une idée de la nature de leurs activités et de leur xénophobie ignoble.

Force est de constater, que bien loi de combattre « l'insécurité » », ils en génèrent une particulièrement malsaine. Force est de constater également, qu'après les récents résultats électoraux de sa vitrine, le Front national, l'extrême droite se sent pousser des ailes en montrant son vrai visage.

Nous interpellons publiquement les autorités afin que cessent ces agissements dans le STAR. Plus largement, nous interpellons ceux qui aujourd'hui, par les politiques menées, par la trahison des promesses de changement et par l'absence de mesures politiques courageuses créent le terreau d'où germent les pires crasses.

Au nom des Jeunes Communistes, première organisation de jeunesse politique du département, et de tous les jeunes qui aujourd'hui souffrent de la précarité de l'austérité, de la misère de laquelle ces individus se nourrissent, nous affirmons qu'ils trouveront sur leur chemin une jeunesse unie, diverse, bien déterminée à se battre ! A se battre non pas par ces méthodes, de violence, de stigmatisation, d'intimidation... Mais à se battre pied à pied contre eux, leurs idées et le danger qu'ils représentent en se prétendant comme une alternative au système capitaliste alors qu'il n'en sont que tantôt la béquille, tantôt le bras armé !

Il y a un an Clément Méric, jeune militant antifasciste et syndical étudiant tombait sous les coups de ses agresseurs, membres d'un groupuscule fasciste. Ce drame nous avait alors remplis de tristesse et de révolte face à l'extrême droite et à ses agissements criminels. Un an après, cette émotion qui nous traverse et qui touche toute la jeunesse de France n'a pas disparu. Un an après, le contexte reste pesant avec des idées nauséabondes de division et de haine qui se banalisent.

Les résultats du Front national lors du scrutin des européennes le prouvent : les régressions sociales et démocratiques sont un terreau fertile dans lequel poussent les graines de la haine et de la violence.

En effet, le meurtre de Clément Méric, si horrible qu'il soit, n'est qu'une des parties d'un macabre puzzle. Nos camarades ont subi des agressions, menaces ou intimidations depuis plusieurs semaines à Rouen, Strasbourg, Bordeaux, Grenoble ou encore Clermont-Ferrand comme d'autres militants syndicaux ou politiques. Les musulmans, les Roms, les homosexuels subissent également les violences de ces nervis qui dévoilent au grand jour le vrai visage de l'extrême-droite et son projet de société : celui de la violence au service d'une minorité, celle qui détient les richesses.

Plongeant leurs racines dans l'exploitation capitaliste, dans le mépris, l'injustice et les inégalités, renforcées par un climat délétère forgé par la droite sarkozyste et ses débats sur l'identité nationale, des slogans "la France aimez-la ou quittez la", des manifs pour tous qui ont libéré la parole conservatrice, par la banalisation de médiatique et politique du FN, les actions fascistes apparaissent aujourd'hui au grand jour : cela est inacceptable.

Nous le disons ici sans faille, il faut stopper l'extrême droite. Le gouvernement socialiste actuel, lorsqu'il mène des politiques d'austérité et ignore ses promesses avec des renoncements sur des sujets aussi importants que le droit de vote des résidents étrangers ne fait, malheureusement, que nourrir la désespérance sociale et la fatalité. C'est en stoppant l'austérité, c'est en étant ambitieux pour progresser vers l'égalité des droits en France que nous ferons reculer le Front national et ses sinistres alliés.

Le peuple et la jeunesse de France doivent être unis contre les agissements de ces groupuscules. Celui qui nous exploite ce n'est pas l'immigré, ce n'est pas le Rrom: c'est le patron. Il faut sortir des faux-débats pour poser la seule question qui vaille: la répartition des richesses.

Le débat qui compte ce n'est pas celui des pseudos djihadistes de nos quartiers ou des femmes voilées. Les débats qui comptent sont ceux de l'augmentation des salaires, du droit à la formation, de la protection du droit du travail, des logements et des services publics, halte aux manœuvres de diversion! Nous ne voulons pas de stigmatisation, nous voulons des nouveaux droits maintenant!

Sans relâche, les jeunes communistes travailleront à l'unité des salariés, des travailleurs, des chômeurs, des étudiants et des lycéens, car sans nous rien ne tourne. Contre la division criminelle, unissons-nous tous sous le drapeau de l'espoir, celui d'une société où les richesses et les savoirs appartiennent à ceux qui les produisent, une société débarrassée du capitalisme et du racisme. Nous nous battons pour offrir des perspectives d'avenir à notre génération qui n'en peut plus d'attendre et d'être méprisée et cantonnée aux marges de la société.

Nous l'avons montré récemment dans la rue, la jeunesse de France n'est pas raciste, prouvons-leur ce samedi et partout en France !

Nous porterons le combat pour faire valoir toute la vérité sur ce terrible assassinat du 5 juin 2013 dans le recueillement et la solidarité.

Nous appelons à tous les rassemblements en sa mémoire et nous serons dans la grande manifestation de ce samedi à Paris. Nous le devons à Clément Méric et à ses proches.



## Le statut d'étudiant entrepreneur : une farce libérale !

Dans un entretien paru aux Échos, le gouvernement fait une nouvelle fois, par la voix de sa ministre de la Jeunesse la promotion du statut d'étudiant entrepreneur. Najat Vallaud-Belkacem dit vouloir créer « une vingtaine d'écoles de l'entrepreneuriat dès la rentrée ».

Le chômage des jeunes diplômés n'a pas besoin, pour être résolu, d'un nouveau gadget libéral. D'autant plus que le statut d'auto-entrepreneur, depuis sa création par Sarkozy en 2009 s'est avéré être une farce : 90 % des 300 000 auto-entrepreneurs se versent moins que le SMIC... Autant le dire : il s'agit d'un chômage déguisé !

Les étudiants communistes sont plus ambitieux que Mme Belkacem pour l'emploi des étudiants. Nous voulons un cadrage national des formations, pour proposer des diplômes de même qualité partout en France et ainsi casser la concurrence territoriale néfaste entre jeunes diplômés. Nous voulons un cadrage de l'insertion professionnelle : à même diplôme, niveau de salaire et de responsabilité garanti pour éviter les gâchis de compétences dans le monde du travail. Enfin, nous voulons un réinvestissement massif de l'État pour sauver les filières universitaires menacées et faire progresser l'enseignement supérieur partout sur le territoire.

C'est tout le sens de notre campagne « A la fac pour réussir » ! Ce n'est pas de statuts d'auto-entrepreneur dont les étudiants ont besoin, mais d'universités qui les font réussir et les guident vers l'emploi stable et correctement rémunéré.

## Les sénateurs communistes veulent réhabiliter les «fusillés pour l'exemple» de 14-18

Mercredi 11 Juin 2014

Quelque 600 soldats ont été mis à mort suite à des jugements arbitraires, pendant la Première Guerre mondiale. Le Royaume-Uni et l'Australie ont déjà adopté des lois de réhabilitation

Les sénateurs communistes défendront en séance le 19 juin une proposition de loi destinée à la réhabilitation collective des 600 soldats «fusillés pour l'exemple» au cours de la Première guerre mondiale. «Parce que nous estimons qu'une réhabilitation pourrait enfin, en l'année du centenaire du début de la Première Guerre mondiale, servir l'éducation à la paix, le groupe communiste républicain et citoyen du Sénat vient de redéposer une proposition de loi en ce sens», a souligné mercredi devant la presse Guy Fischer (Rhône).

«Nous affirmons en conséquence que les noms des fusillés doivent être portés sur les monuments aux morts», a-t-il ajouté en précisant que son groupe «fait confiance au débat et aux sénateurs pour définir les conditions de cette reconnaissance». Citant «les travaux les plus récents», Guy Fischer a indiqué que le nombre de ces fusillés est «évalué à plus de 600 pour plus de 2 500 condamnations à mort prononcées sur 140 000 jugements».

«POURQUOI PAS LA FRANCE ?»

«Ces soldats furent passés par les armes après des conseils de guerre improvisés et sommaires et sous des prétextes divers : sentinelle endormie, insulte à officier, battue en retraite sans autorisation, mutinerie, désertion», a-t-il détaillé.

Mais «bien entendu, a-t-il souligné, la notion de fusillés pour l'exemple écarte les cas d'espions ou de criminels de droit commun avérés». «Il n'est pas acceptable, a ajouté le sénateur du Rhône, que ces derniers, dont le nombre de dépasse pas quelques dizaines, soient utilisés pour refuser la réhabilitation, la reconnaissance par la nation, de ceux que l'on ne peut, à juste titre, que considérer comme des victimes de ce terrible conflit». Il a rappelé le rapport remis par l'historien Antoine Prost à François Hollande sur le sujet et qui préconise «un geste fort» de la nation.

De son côté, Michèle Demessine, rapporteur de la commission des Affaires étrangères et de la Défense sur le texte, a rappelé que le Royaume-Uni et l'Australie ont déjà adopté des lois de réhabilitation. «Pourquoi pas la France ?», a-t-elle demandé.

## La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !



Rendez-vous le 12, 13, 14 septembre 2014 au Parc départemental Georges Valbon à la Courneuve. Avec Bernard Lavilliers, Massive Attack, Scorpions, IAM, Alfa Blondy, Temples, les Ogres de Barback, Ayo, Puggy... Un lieu unique de fête, de musique, de culture, de politique, de convivialité et de rencontres... venez à la Fête de l'Humanité vivre des moments inoubliables.

Achetez déjà vos billets : > BILLETTERIE <

<https://fetehumanite2.fnacspectacles.com/recherche/rechercheRapide.do?search=fete+de+l%27humanite>

Suivez l'actualité de la Fête sur la page Facebook

<https://www.facebook.com/FetedelHumanite>

## Volgograd pourrait redevenir Stalingrad

Le président russe, Vladimir Poutine, n'exclut pas que le Volgograd puisse retrouver le nom de Stalingrad. Cette demande a été adressée à Vladimir Poutine par des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale et le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) - article et traduction Nico Maury

Le président de la Fédération de Russie a déclaré que "les réidents doivent tenir un référendum pour décider".

Volgograd porte le nom de "Ville-héroïne de Stalingrad" le 2 février, anniversaire de la défaite des nazis dans la bataille de Stalingrad, le 9 mai, Jour de la Victoire, le 22 juin, jour de deuil national commémorant la pénétration des troupes nazies en URSS en 1941, le 23 août, Jour de la mémoire des victimes du bombardement massif de Stalingrad par l'aviation nazie, le 2 septembre, anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale, et le 19 novembre, anniversaire de la contre-offensive soviétique près de Stalingrad.

Le leader communiste russe, Guennadi Ziouganov, a soutenu l'idée d'un référendum pour renommer Volgograd en Stalingrad, et dans le même temps il a proposé la tenue d'un référendum pour renommer la capitale du nord, Leningrad.

Le Parti Communiste et les associations d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ont collecté 10 millions de signatures pour rebaptiser Volgograd;

La bataille de Stalingrad a duré 200 jours, du 17 juillet 1942 au 2 février 1943. La défense de Stalingrad est une bataille terrestre majeure de la Grande guerre patriotique de l'URSS contre l'Allemagne nazie, marquant le tournant de la guerre et le début d'une contre-offensive des troupes soviétiques. Les pertes des deux côtés se sont chiffrées au total à 2 millions de personnes.

## Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

## L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>